Document generated on 05/15/2025 9:31 a.m.

Recherches sociographiques

Marcel PEPIN, *Le nécessaire combat syndical*

André Beaucage

Volume 30, Number 1, 1989

URI: https://id.erudit.org/iderudit/056427ar
DOI: https://doi.org/10.7202/056427ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Beaucage, A. (1989). Review of [Marcel PEPIN, *Le nécessaire combat syndical*]. *Recherches sociographiques*, *30*(1), 140–141. https://doi.org/10.7202/056427ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1989

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Marcel PEPIN, *Le nécessaire combat syndical*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), 1987, 381 p. (« Politique et économie », 7.)

Le septième volume de la collection dirigée par le GRETSE (Groupe de recherche et d'études sur les transformations sociales et économiques) réunit les six « rapports moraux » soumis par l'ancien président de la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) aux congrès de la centrale de 1966 à 1976. On a cru bon d'ajouter la *Lettre aux militants* de janvier 1970 et, en guise de conclusion, un texte inédit d'octobre 1987 de Pepin.

Ce recueil de rapports est heureux pour au moins deux raisons. D'abord, il donne d'avoir accès à la pensée de l'un des syndicalistes québécois les plus marquants des années soixante et soixante-dix. Il nous aide parallèlement, et peut-être surtout, à suivre le discours dominant à la C.S.N. pendant une période de l'histoire du Québec plutôt brève, mais déterminée par des changements souvent dramatiques dans plusieurs sphères de la société : de la croissance économique des années soixante à la « stagflation » des années soixante-dix ; de l'émancipation du secteur public aux restructurations d'entreprises et aux fermetures d'usines dans le secteur privé ; de la Révolution tranquille à la Crise d'octobre ; de l'omniprésence des gouvernements libéraux à la victoire des nationalistes ; et, en ce qui concerne la Confédération, de la forte croissance de ses effectifs, après quelques percées dans le secteur public pendant les années soixante, aux nombreuses défections dans ses rangs durant les années soixante-dix, comme à un niveau record des conflits de travail, et aux problèmes financiers de l'organisme et de son fonds de défense professionnelle.

Si les rapports dévoilent l'évolution de la pensée de Pepin, ils sont également un indicateur très précieux du discours de la C.S.N., consensus idéologique d'une majorité de dirigeants et de militants. Comme le souligne l'auteur dans la présentation de l'ouvrage, la conception et la rédaction des rapports nécessitaient la collaboration de plusieurs responsables de la centrale. De plus, chaque rapport était discuté et adopté par le congrès après modifications. On peut toujours douter du degré réel d'adhésion aux textes, mais la persistance de l'appui des congressistes à leur orientation après 1971, décennie très difficile pour la Confédération qui doit hausser les cotisations afin de compenser les effets combinés de la baisse des effectifs et de la multiplication des conflits syndicaux, cautionne sans aucun doute la valeur du message présidentiel.

En ce qui concerne le devenir des différents consensus, il est regrettable que l'auteur et les responsables de la collection n'aient pas jugé opportun d'inclure une analyse rétrospective des textes qui traduise vraiment « l'évolution de la pensée et de l'action collective à la C.S.N. ». En effet, il aurait pu être révélateur de connaître l'évaluation que fait l'auteur, en 1987, de certains thèmes si importants qu'ils sont repris dans chacun de ses rapports. Je pense, tout particulièrement, à la critique de plus en plus radicale du système capitaliste, à ses effets d'abord et à ses fondements ensuite, à la notion de « superpouvoir » et à la connivence entre l'État et le Capital qui sera progressivement dénoncée, à ce projet de société socialiste et démocratique aux contours péniblement élaborés au fil des rapports. Je pense également à la position de la centrale sur la question nationale, vis-à-vis les partis politiques, voire par rapport à l'action politique en général, ou par rapport à l'action syndicale en particulier, au « syndicalisme de combat » et à la

solidarité syndicale dans ses différentes dimensions. Le lecteur devra se contenter du rapport de 1976, *Prenons notre pouvoir*, comme dernière discussion de ces thèmes.

Quant à la conclusion du livre, le texte « inédit » de 1987 fait état du syndicalisme dans le monde, des menaces à son existence au Canada même, puis énumère certains « faits sociaux » qui font ressortir les « inégalités sociales » toujours présentes : celles des pauvres, des femmes, des jeunes, des chômeurs, des personnes âgées, des habitants des régions périphériques aux grands centres et celles des travailleurs en général dont les conditions d'emploi se détériorent et dont les acquis sont remis en cause. Le syndicat devient « un contre-pouvoir nécessaire » devant ces disparités qui risqueraient de s'amplifier en son absence.

Le lecteur ne manquera pas d'être étonné par la forme du discours. La plupart des textes commencent par un long exposé sur le contexte social, économique, politique et syndical depuis le dernier congrès. Cette présentation tient plutôt de l'énumération saccadée. Elle sert en quelque sorte d'appui à l'articulation des idées, des objectifs et des moyens d'action du type de syndicalisme préconisé par la C.S.N. L'argumentation est généralement peu serrée et peu développée. L'objectif semble être de convaincre par l'image plutôt que par un développement logique. Dans l'ensemble, le discours est celui du chef syndical et non celui de l'universitaire.

Le nécessaire combat syndical est, à la fois, le miroir de la société et du syndicalisme, à partir du regard qu'y jettent un syndicaliste et la Confédération qu'il a dirigée de 1965 à 1976. Ceux qui désirent mieux connaître l'homme d'action ou l'histoire récente de la C.S.N. trouveront dans ce recueil des documents de première importance. Mais le discours de la centrale transpire tout autant des documents qu'elle a produits. (Voir : *Ne comptons que sur nos propres moyens*, 1971 ; *Rapport du Comité des douze*, 1972 ; voir aussi quelques études : Louis LEBORGNE, *La C.S.N. et la question nationale depuis 1960*, 1976 ; Bernard SOLASSE, « Les idéologies de la Fédération des travailleurs du Québec et de la Confédération des syndicats nationaux, 1960–1978 », *Idéologies au Canada français, 1940–1976*, 1981 ; ou : L. FAVREAU et P. L'HEUREUX, *Le projet de société de la C.S.N. de 1966 à aujourd'hui*, 1984.)

André BEAUCAGE

Module des relations industrielles,
Université du Québec à Hull.

Robert LACROIX, *Les grèves au Canada : causes et conséquences*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1987, 167 p.

Le titre semble ambitieux, voire excessif, mais le nombre de pages laisse déjà soupçonner que Lacroix ne propose pas l'ouvrage définitif sur la question. D'ailleurs, il nous prévient dès l'avant-propos que son livre constitue un rapport d'étape dans les recherches qu'il a entreprises sur le marché du travail et, plus particulièrement, sur le phénomène des grèves et des lock-out. Mais que le lecteur se rassure, il ne s'agit pas d'un simple collage des articles que l'auteur a écrits sur le sujet au cours des quinze ou vingt